

Le Monde – 2 août 2006

Canicule, les vraies causes

par Ségolène Royal, ancienne ministre de l'Environnement

La politique gouvernementale en matière d'émissions de gaz à effet de serre est incohérente

La canicule soulève une fois de plus l'exaspération saine de ceux qui se battent pour que les politiques passent enfin des paroles aux actes... Le mercure atteint les niveaux de 2003 et ce nouvel été « trop chaud » vient confirmer la tendance aux dérèglements climatiques. Les personnes vulnérables en souffrent parfois dramatiquement.

Ces perturbations du climat planétaire sont de plus en plus évidentes et le fait que notre consommation excessive d'énergies fossiles (pétrole, charbon, et dans une moindre mesure gaz) soit la cause première de ces dérèglements est aujourd'hui largement reconnu. Personne ne pourra dire que l'on ne savait pas lorsqu'en 2050 la moitié des êtres humains seront dépourvus de l'accès à l'eau douce et que cette pénurie sera à l'origine de tensions planétaires et de guerres ainsi que de graves tensions sociales à l'intérieur des Etats.

Le président Chirac se plaît à rappeler régulièrement l'importance d'une mise en oeuvre rigoureuse et ambitieuse du protocole de Kyoto pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. On ne saurait blâmer cette référence régulière à « la maison qui brûle » évoquée à Johannesburg à l'occasion du sommet mondial sur le développement durable en août 2002... On doit en revanche condamner l'immobilisme gouvernemental depuis cette date et dénoncer les incohérences des politiques publiques mises en oeuvre par les gouvernements Raffarin et Villepin, qu'on pourrait aisément qualifier en la circonstance de pompiers pyromanes...

Il est bien sûr nécessaire de proposer des mesures d'accompagnement pour limiter les conséquences immédiates de ces chaleurs excessives, notamment pour les plus vulnérables, en particulier les personnes âgées. Mais pourra-t-on longtemps enfermer nos enfants pour éviter qu'ils ne souffrent des effets de la pollution de l'air, exacerbée par les grosses chaleurs ? Peut-on se satisfaire d'un « plan canicule » qui réquisitionne les étudiants en médecine pour apporter des soins de plus en plus nécessaires, mais qui n'a aucun effet sur les causes des troubles dont souffrent les patients ?

Il serait grand temps d'engager les changements radicaux qui s'imposent en matière de politique énergétique pour limiter nos émissions de gaz à effet de serre et ainsi commencer de traiter le problème sur le fond. En quelque sorte maîtriser l'incendie afin de pouvoir l'éteindre, plutôt que de se contenter d'offrir aux uns des bouteilles d'eau pour se rafraîchir et aux autres des masques respiratoires pour éviter l'asphyxie. L'incohérence entre les discours et les actes vient encore d'être illustrée par plusieurs décisions qui constituent une insulte à l'intelligence citoyenne et une négation de la politique par la preuve.

Ainsi les récentes propositions d'allocation de quotas d'émission de CO₂ aux différents secteurs industriels que vient de faire le gouvernement pour la période 2008-2012 (plan national d'allocation des quotas) marquent une augmentation de ces quotas par rapport au premier plan couvrant la période 2005-2007. Ce, alors qu'en toute logique il fallait imposer une réduction de ces quotas pour contribuer à limiter les changements climatiques dont la présente canicule n'est qu'un symptôme. De nombreux experts, diverses organisations citoyennes et même des industriels avaient pourtant démontré qu'une réduction de 13 % de ces autorisations d'émission était tout à fait possible. Les industriels eux-mêmes avaient souligné que le premier plan était trop laxiste !

Le gouvernement fait des cadeaux inutiles aux industries et ce sont les particuliers qui souffrent des canicules à répétition... De même, l'insupportable lenteur dans le développement des biocarburants est due à l'absence d'une fiscalité écologique alors que des milliers d'emplois pourraient être créés dans les filières éco-industrielles et donner des débouchés à l'agriculture.

Autre incohérence fâcheuse : le gouvernement vient d'annoncer une réduction des crédits d'investissement pour les transports collectifs. Ainsi la région Ile-de-France voit ses capacités amputées de 17 % pour promouvoir les bus en site propre, le tramway, le RER... Le premier ministre ne peut pourtant ignorer que le secteur transport - incluant les déplacements quotidiens des particuliers - est celui pour lequel la croissance des émissions de CO2 est la plus forte. Il oublie probablement que c'est dans ces secteurs que les réductions peuvent être les plus significatives, notamment en encourageant le recours massif aux transports en commun.

Enfin, le gouvernement autorise les centrales nucléaires à rejeter des eaux plus chaudes dans les rivières de France, sans qu'aucune étude sérieuse n'ait été effectuée sur l'impact de ce réchauffement sur l'écologie des cours d'eau, enfermant le pays dans un cercle vicieux : surconsommation d'énergie, changement climatique, canicule, recours excessif à la climatisation et... augmentation de la surconsommation d'électricité. Pour sortir de ce cercle vicieux, les citoyens et les collectivités locales attendent des mesures concrètes de promotion de l'habitat bioclimatique et des bâtiments de haute qualité environnementale (HQE), un soutien déterminant aux économies d'énergie et à la promotion des énergies renouvelables qui peuvent offrir le confort auquel chacun aspire en évitant d'aggraver les perturbations du climat de la planète.

C'est aujourd'hui qu'il faut agir pour limiter les conséquences directes et actuelles de la canicule, mais surtout pour engager les changements indispensables sur le long terme. Bientôt il sera trop tard ! Sauf à penser qu'il n'y a pas de fatalité et que l'action politique courageuse peut inverser le cours des choses. C'est ce que je crois.